



*déclaration CTSD 33 du 06/09/12*

Monsieur le Directeur Académique,

En cette rentrée 2012, c'est le cœur plus léger que les enseignants et les personnels d'éducation ont repris le chemin de leurs écoles et de leurs établissements.

Pourtant les conditions de la rentrée ne seront pas modifiées en profondeur, puisqu'elle relève des orientations budgétaires de 2012. On est encore sur la lancée de la politique de Nicolas Sarkozy.

Mais le collectif budgétaire qui a permis de réinjecter 1000 postes dans le primaire et 355 dans le second degré auxquels viennent s'ajouter les emplois aidés, tout comme l'assouplissement horaire des stagiaires, sont des signaux forts qui sont donnés à la communauté éducative d'une volonté de changement et de considération de l'École et de ses acteurs.

Cet appel d'air fait du bien. On était au bord de la désespérance, de la démotivation, du repli sur soi.

Cependant nous allons examiner aujourd'hui les ajustements de rentrée dans le premier degré dans un contexte où les moyens qui vous restent ne permettront pas de faire face à la poussée démographique de notre département. L'UNSA Education réaffirme ici la nécessité d'un plan de rattrapage pour la Gironde.

Outre les difficultés que l'on connaît depuis le dernier quinquennat : classes chargées, difficultés de remplacement, disparition des RASED, absence de formation continue, cette année pourrait débiter par un conflit concernant les renouvellements d'EVS sur les emplois d'aide administrative aux directeurs d'écoles.

Dans le contexte des mesures de rentrée, les directrices et directeurs d'école sont les grands oubliés. Ils peuvent mesurer la capacité du gouvernement à attribuer des emplois aidés pour le handicap, pour la vie scolaire et l'aide au fonctionnement pédagogique dans le 2nd degré avec les « emplois d'avenir ».

Compte tenu du recrutement de 1500 AVS pour le handicap en plus à la rentrée, l'UNSA Education a demandé au Ministère que, dans l'immédiat, il y ait un rééquilibrage vers l'assistance administrative. Je renouvelle cette demande pour la Gironde, Monsieur le Directeur Académique, en mesure d'urgence.

Des perspectives pérennes doivent aussi être construites. La reconnaissance du besoin de secrétariat date de 2006 avec le protocole d'accord signé par le SE-Unsa. La traduction d'alors par des emplois aidés a largement atteint ses limites, nous l'avons douloureusement vécu en juin dans notre département avec la défection du principal collègue employeur. Il est plus que temps de passer à des emplois stables, qualifiés et reconnus.

Les difficultés quotidiennes empêchent les directeurs de se consacrer à l'essentiel, la vie de l'école au service de la réussite de tous les élèves. Ils sont exaspérés. Le ministre doit les entendre s'il veut compter sur eux pour réussir la grande rénovation de l'Ecole.

Dans l'immédiat, je terminerai, Monsieur le Directeur Académique, en renouvelant ma demande de solutions d'urgence dès cette rentrée.

Pour l'UNSA-Education  
Evelyne Faugerolle

